



Récupéré N°598/2021RDJ/C19/SAAP du 20/08/2021



La Voix

du Consommateur

Directeur de Publication : Alphonse AYISSI ABENA - Tél : 237 6 99 52 87 06 – 6 71 04 24 12- Informer et Former ... Notre mission

ALERTE AU PROTOXYDE D'AZOTE

La nouvelle drogue des jeunes



L'usage détourné de ce gaz hilarant ou proto (molécule : N_2O) consiste à inhaler le gaz par le biais d'un ballon, après avoir « cracké » la cartouche pour l'ouvrir. Le produit, bon marché, est consommé par les adolescents et les jeunes adultes. Ce type d'usage prend de l'ampleur au Cameroun, ainsi que la gravité des complications observées et des dommages sanitaires signalés. Les membres du gouvernement (Minsante, Mincommerce et Minat) sont interpellés afin de prendre des mesures urgentes à l'instar de l'interdiction de vendre ou d'offrir du protoxyde d'azote aux mineurs y compris aux personnes majeures, dans les débits de boissons (snacks et night clubs).

Page 5

RENAPROV La MASO fiable ou une arnaque ?



La mutuelle de cette microfinance présente plusieurs clauses abusives et zones d'ombre.

Page 4

DÉRIVES PUBLICITAIRES A quand un organisme de régulation ?

La société UCB utilise l'image des étudiants dans la pub de Kadji Beer.

Page 8



SCB Cameroun
Groupe Attijariwafa bank

Croire en vous

CREDITS SCB

**Finies les équations,
l'expert est la solution**

**SCB SUKUL
SCB SÉRÉNITÉ
SCB IMMO**



SOCIÉTÉ COMMERCIALE DE BANQUE CAMEROUN Groupe Attijariwafa bank - Société Anonyme avec
Conseil d'Administration au capital de 10,54 milliards F CFA - RCCM: N°89.5.152 - RD/YAO/2011/M/92 -
Direction Générale : 530, Rue du Roi George - B.P. 300 Douala (Cameroun)

www.scbcameroun.net

La MASO fiable ou une arnaque ?

La mutuelle de cette microfinance présente plusieurs clauses abusives et zones d'ombre.

Dans nos prochaines éditions de révélations exclusives sur le fonctionnement "mafieux" de la Maso.

Toutes nos tentatives de recueillir les informations auprès des responsables de la RENAPROV ont été vaines. Si contre le protocole d'interview adressé à Monsieur TSALA Jean, haut responsable de cette structure.

Questions :

1) Comment devient-on mutualiste ? et quelle est la durée de validité de l'adhésion ?

2) Les mutualistes sont-ils représentés dans le comité de gestion des fonds cotisés ?

3) Un rapport financier de chaque Acte de Maso est-il

rendu disponible et transmis aux mutualistes ?

4) Les bénéficiaires de vos financements sont tirés par tirage au sort, Y-a-t-il un règlement de la tombola consultable par les Mutualistes ?

5) les financements sont-ils non remboursables ? si

oui pourquoi lancer un jeu tombola au lieu de sélectionner les meilleurs projets via un comité de crédit comme le font les établissements bancaires ?

6) Lors du tirage au sort de la MASO Gold Acte 3, il y a eu deux gagnants (celui de 20 millions et l'autre de

10 millions). Vous avez diffusé sur vos médias sociaux la remise du chèque du gagnant de 10 millions. Qu'est-il du gagnant de celui de 20 millions ? A quand la publication dans vos médias sociaux de la remise de son chèque ?



DÉCÈS DU JOURNALISTE ALAIN NJIPOU

Condoléances du Président de la FOCACO !

J'ai appris avec une immense tristesse le décès, survenu le samedi 23 septembre 2023, du journaliste du quotidien Le Messenger, Alain NJIPOU, à l'âge de 48 ans.

Journaliste expérimenté à la belle plume, le défunt se distinguait par son dévouement et son abnégation.

Certaines peines de la vie sont difficiles à surmonter, et perdre un être cher est la plus terrible de toutes. Mais le souvenir de l'être aimé reste vivant en chacun de nous.

J'ai collaboré récemment avec l'illustre disparu dans l'organisation de l'atelier de formation des journalistes tenu le 7 juin dernier à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments (JISSA). Sous sa casquette de Président régional pour le Littoral de l'AJC-PRO SANTÉ (Association des Journalistes Scientifiques et Communicateurs pour la Promotion de la Santé), il avait mobilisé une quarantaine de ses membres pour cet événement qui a connu un succès retentissant.

En cette douloureuse épreuve, je présente mes sincères condoléances à la famille du défunt et à l'ensemble de la corporation, priant le Seigneur



Tout-Puissant de lui accorder sa sainte miséricorde et de prêter à ses proches patiences et réconfort.

"L'homme est né poussière et retournera en poussière".

Alphonse AYISSI ABENA
Président de la FOCACO

Nécrologie

C'est avec une immense tristesse que la FOCACO a appris le décès de Monsieur EBELLE EBOUMBOU FRITZ JULES survenu dans la nuit du dimanche 13 août.

C'est UNE GROS-



SE PERTE POUR LE CAMEROUN !

Il a été à plusieurs reprises membre du jury des FOCACO AWARDS : un Journaliste Principal Hors Echelle.

La FOCACO adresse ses sincères condoléances à sa famille si durement éprouvée.

Une nouvelle drogue fait des ravages en milieu jeune, " la bonbonne" ou encore appelée "PROTO" !



Le protoxyde d'azote c'est quoi ?

Le « gaz hilarant » ou « proto », c'est du protoxyde d'azote (molécule : N_2O).

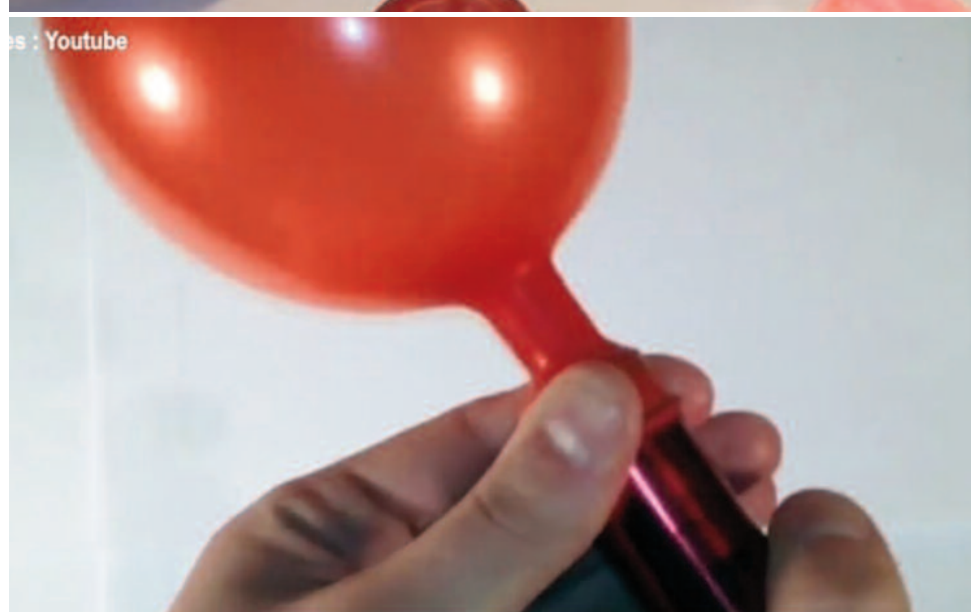
Son usage « alimentaire », le gaz est vendu, sous la forme de cartouches (pour les siphons à chantilly par exemple) ou de bonbonnes dans les commerces de proximité (épiceries, supermarchés) et sur internet.

L'usage détourné du protoxyde d'azote est un phénomène identifié depuis plusieurs années en Occident et depuis quelque temps la recrudescence de cet usage se répand au Cameroun chez des collégiens, lycéens et étudiants avec des consommations répétées, voire quotidiennes. Son usage détourné consiste à inhaler le gaz par le biais d'un ballon, après avoir « crac-

ké » la cartouche pour l'ouvrir. Le produit, bon marché, est consommé par certains adolescents et jeunes adultes. Ils recherchent l'effet rapide, fugace, euphorisant et les distorsions sensorielles ressenties avec ce produit. Ce type d'usage s'est amplifié, ainsi que le nombre et la gravité des complications observées et des dommages sanitaires signalés auprès de la FOCA-CO très récemment.

La Fondation camerounaise des consommateurs (FOCA-CO) interpelle le Gouvernement notamment le Minsante, le Mincommerce et le Minat à prendre des mesures urgentes à l'instar de :

- l'interdiction de vendre ou d'offrir du protoxyde d'azote aux mineurs;
- l'interdiction de la vente ou de l'offre, y compris aux person-



nes majeures, dans les débits de boissons (snacks et night clubs)

- l'interdiction de vendre et de distribuer tout produit spécifiquement destiné à faciliter l'extraction de protoxyde d'azote, tels que les « crackers » et les ballons

De façon plus générale, la pré-

vention de l'usage détourné du protoxyde d'azote implique des actions d'information mais aussi une intervention dès le plus jeune âge auprès des enfants pour les aider à ne pas adopter les comportements à risque de tous ordres, dont les consommations à risque de substances psychoactives.

Doudou Afritude

Participation des Doudous Afritude au Festival "Bochum Total" en Allemagne (Juillet 2023).

La qualité appréciée au-delà de nos frontières !

NB: vos Doudous Afritude sont désormais disponibles au supermarché Super U Bali-Douala

Infoline : 6 96 76 26 45



HUILE DE PALME

Socfin, la maison-mère de la Socapalm, obligée de verser 92 millions de FCFA aux communautés riveraines à Kribi

La holding belgo-luxembourgeoise Socfin (Société financière du caoutchouc), maison-mère de la Socapalm (Société camerounaise de palmeraies), est contrainte de payer la somme de 92 millions de FCCFA (140 000 euros) à 145 villageois de Kribi, ville portuaire et chef-lieu de la région du Sud, selon le tribunal de grande instance de Nanterre (Paris) en France qui a condamné cette dernière le 29 septembre 2023. C'est ce qu'indique une récente dépêche de l'AFP (Agence France Presse) qui nous apprend que les 145 riverains dénoncent l'exploitation de palmiers par la Socapalm près de leur lieu de vie.

Une activité de la Socapalm qui condamne l'accès des riverains aux terrains et lieux de sépulture, tout en polluant les eaux dont ils dépendent pour leurs besoins et autres. Or, assurent-ils, la Socapalm est contrôlée par le groupe Bolloré via la holding belgo-luxembourgeoise Socfin, « ce qui soumettrait le géant industriel français au "de-



voir de vigilance" sur ses activités ». Alors que la Socapalm s'est exécutée, Socfin ne s'y est, apprend-on, astreinte que partiellement. D'où la sentence qui est tombée il y a quelques jours. « En plus des 140 000 euros à verser, la société domiciliée au Luxembourg devra payer 2,62 millions de FCFA (4000 euros) par jour de retard à présenter les documents. Et si elle ne le fait pas, l'avocat Fiodor Rilov, qui représente les plaignants camerounais, promet de retourner devant le tribunal de Nanterre dans les semaines à venir », confie un riverain bénéficiaire de cette condamnation, qui ajoute qu'il s'agit là d'une victoire d'étape pour les plaignants. Même si,

sur le fond, « la question du rôle du groupe français Bolloré n'est pas encore tranchée », reconnaît-il.

Production des procès-verbaux des quatre derniers exercices

Pour la gouverne de nos lecteurs, la loi de 2017 sur le « devoir de vigilance » oblige les multinationales françaises à s'assurer que leurs filiales (directes et/ou indirectes), ainsi que leurs sous-traitants et fournisseurs, respectent à la lettre les droits humains, la santé, les libertés fondamentales, la sécurité des personnes et l'environnement. Des exigences que la filiale locale de Socfin peine encore à respec-

ter, obligeant les riverains des régions du Sud et du Littoral à manifester devant ses bureaux de manière permanente. Pour rappel, la cour d'appel de Versailles (à Paris) avait déjà en 2022 reconnu que les activités de la Socapalm sont susceptibles de porter atteinte aux droits fondamentaux des demandeurs, notamment à leur droit à un environnement sain. Tout comme elle avait demandé que lui soient communiqués les procès-verbaux des assemblées générales de Socfin et Socapalm des quatre derniers exercices. Objectif : déterminer le rôle exact joué par le groupe Bolloré en leur sein.

Source : EcoFinances

DOUALA CHAUFFE

On dirait un haut fourneau

On a éteint les puits de carbone et en créer multiple sources.

Que d'ilots de chaleur!!!

- La mangrove a été détruite par le PAD et les populations
- le bois est le principal combustible des ménages, boulangeries
- il y a une prolifération de foyers de soya et braises
- toutes les vieilles voitures de l'Europe et les motos de l'Asie sont déversées chez nous. Les gaz d'échappements qu'elles pètent à toute heure produisent la chaleur
- certains Maires dessouchent les vieux arbres afin de créer les par-

kings payants.

- le béton partout, pour accroître les recettes de l'OTVP
- la saison d'incinération des ordures ménagères est arrivée

-Et le Wouri, comme un miroir renvoie les rayons solaires dans l'atmosphère et ça réchauffe les côtes littorales.

Si Yaoundé a la Cascade du Nfoundi, le Bois Ste Anastasie (au nom de la Mère de l'homme du 06 Novembre), Limbe a son jardin botanique centenaire, Douala n'a rien. C'est pas demain qu'elle aura son jardin municipal à cause de la boulimie foncière des longs bras.

Les sièges des Mairies d'AD 1, 2, 4,5 sont à l'étroit on peut imaginer qu'elles ne possèdent guère de réserves foncières.

A Logbaba c'est un véritable paradoxe.

Les espaces verts qui auparavant faisaient la beauté du siège de la Mairie de de Dla 3 ont été détruits par l'actuel 'exécutif municipal. En face du siège, on a installé un gigantesque poulailler

C'est moche. Il disparaîtra après l'arrivée du prochain Maire. C'est une certitude.

La Commune d'Arrondissement de Dla 6 peut importer chez elle le

rêve singapourien. C'est possible.

On peut commencer à remplir les ravins des bambous de Chine. Ça pompe l'oxygène atmosphérique.

Prions, les mains tendues vers le ciel car Douala doublera cette année de réchauffement.

La loi sur la foresterie urbaine est claire. Il faut 800m2 de surface reboisée pour 1000 hbts.

La transition écologique est irréversible

D.Y

Le Mouvement Écologie en Marche

**Le grenier de l'histoire
Demain c'est aujourd'hui.**

REMADE DU LITTORAL
 DEPARTEMENT DU WOURI
 PREFECTURE DE DOUALA
 SECRETARIAT PARTICULIER

BP-4 033 - TEL : (237) 233 42 83 11 / Fax : 233 42 44 56

LITTORAL REGION
 WOURI DIVISION
 SENIOR DIVISIONAL OFFICE

N° 59 /2023/CRP/C19/SP

Douala, le 28 SEPT 2023

COMMUNIQUE RADIO-PRESSE

Le Préfet du Département du Wouri, porte à la connaissance des habitants de la ville de Douala, que des contrôles routiers se sont ces jours multipliés dans le centre urbain, par des imposteurs qui prétendent agir au nom des magistrats municipaux. En tout état de cause, le Préfet tient à préciser pour le rappeler que seuls les contrôles placés sous la supervision des Sous-préfets, admis par tous qui visaient d'une part à assainir le secteur des motos-taxis, et d'autre part à lutter contre le transport clandestin et une insécurité rampante, ont été validés.

De ce qui précède, le Préfet prévient en le martelant que tout individu qui sera surpris en train d'exercer des pressions sur les usagers de la route sera interpellé par les forces de l'ordre en flagrant délit d'arnaque et mis à la disposition des autorités compétentes./.

COPIE:

- MINTYDE
- MINAT | ATCR
- GRL
- TOUS SOUS-PREFETS
- MAIRE DE LA VILLE
- TOUS MAIRES CAD
- TOUS FMO
- DO/TRANSPORT/W
- DO/COM/W
- TOUS RESP SYNDICATS/W
- MEDIAS /POUR LARGE DIFFUSION



LE PREFET DU WOURI

Aboubou Benjamin
 Administrateur Civil Principal

CAMEROUN

La double dégradation de la note souveraine ébranle le patronat



Le pays est, désormais, dans la catégorie des emprunteurs pour lesquels la perception du risque de non-remboursement des dettes est élevée.

La double dégradation, par Moody's et Standar & Poor, de la note de la dette publique du pays, a inspiré une alerte au Groupement interpatronal du Cameroun (Gicam).

Dans une note parvenue dimanche à la rédaction, le plus grand

regroupement de créateurs de richesse du pays indique que ce fait «a ébranlé la communauté nationale des affaires, laissant transparaître une vague d'inquiétude sur les perspectives à court terme» d'une économie déjà en proie à diverses crises.

En fin juillet, Moody's a ainsi dégradé de deux crans la notation d'émetteur à long terme en devises étrangères et locales, ainsi que la notation de la dette senior non garantie de «B2» (hautement spéculatif) à «Caa1» (risque élevé de défaut). Le 8 août suivant, c'est

Standar & Poor qui montait au filet, faisant passer le risque du pays de B-/B (très spéculatif) à SD/SD (défaut partiel), soit la dernière note avant le défaut de paiement.

Pour le Gicam, le pays se trouve ainsi dans la catégorie des emprunteurs pour lesquels la perception du risque de non-remboursement des dettes sur le marché international des capitaux est élevée. «Il s'agit là d'une situation hautement grave et préjudiciable pour notre économie, qui est à la quête de financement pour soutenir son développement. La situation est encore plus grave

quand on sait que les causes ayant conduit à cette dégradation sont connues et ont fait l'objet d'alertes, aussi bien du patronat que des partenaires.»

Et parmi ces causes figurent le pic inédit atteint par les subventions sur les carburants ayant atteint les 900 milliards de francs (3,4% du PIB) en 2022, contre 600 milliards de francs un an auparavant, des lenteurs dans la mise en œuvre des réformes, ou encore des dépenses hors-budget toujours aussi importantes.

Par Mon'Esse



DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Alphonse AYISSI ABENA

ASSISTANTS

Ferdinand NDEM
Henry MOUYEBE

COMITÉ DE RÉDACTION

Hugues EDIMO
Raphaël NGO'O
Valentin ABENA

PRODUCTION

Fondation Camerounaise des Consommateurs

COMMERCIAUX

Anne Gabrielle IMBIKO
Chrystelle EPOUPE

CONCEPTION GRAPHIQUE

Turbo Claude

Impression
JVGRAF

Distribution
Ets 3A

CONTACTS

699 52 87 06
694 18 75 03

DÉNONCIATION- FOCACO

La jeunesse camerounaise "saoulée" par UCB !

Il est urgent que le Cameroun se dote d'un organisme de régulation visant à promouvoir une publicité saine, véridique et loyale ainsi qu'une communication responsable.

La Fondation camerounaise des consommateurs (FOCACO) demande à l'entreprise Ucb d'être responsable et de cesser d'utiliser les jeunes dans la pub des boissons alcoolisées.

Agir sur le marketing lié à l'alcool est primordial et ressort de l'action étatique. L'OMS stipule que : « il est important de diminuer l'impact du marketing, surtout sur les jeunes et les adolescents, quand on veut réduire l'usage

nocif de l'alcool... Dans ce domaine, les politiques et interventions consistent notamment à instaurer un ou plusieurs cadres réglementaires, reposant de préférence sur une base législative »

Seul un contrôle public de la publicité permet de garantir au citoyen un niveau de protection élevé et effectif, synonyme d'une publicité éthique et responsable. Le secteur privé ne pourra jamais se substituer au secteur public dans la défense de l'intérêt général.

Enfin, une régulation publique de la publicité n'est pas antinomique avec une prospérité économique et une liberté de création propres à l'activité publicitaire. Au contraire, elle participe au développement de la responsabilité sociale des entreprises par des pratiques publici-



taires plus durables et respectueuses des consommateurs.

Il faut agir vite sinon les dérives publicitaires seront légion.

Construction à risque

8249, le numéro vert pour alerter la CUD



La ville de Douala
vous **écoute**

Pour tout acte de
désordre constaté:

- **Constructions non conformes**
- **Nuisances sonores et olfactives**
- **Pollution de l'environnement**
- **Occupations anarchiques
des trottoirs et espaces verts**
- **Déversement des ordures dans
les drains et caniveaux**

...

*Veuillez contacter les numéros WhatsApp
ci-après avec les images et la localisation
du site concerné*

alerte.cud@douala.cm

alerte.cud@gmail.com

NUMÉRO VERT

82 49

GRATUIT



6 55 66 77 77
6 80 48 80 48
6 21 37 18 18

www.douala.cm

Un ministre marocain refuse de s'exprimer en langue française

Samedi, le ministre marocain de l'Industrie et du Commerce, Ryad Mezzour, a rejeté la demande d'un journaliste de s'exprimer en français.

C'est ce qui ressort d'une vidéo relative aux travaux de la deuxième édition de la conférence africaine sur la réduction des risques en santé, organisée par les ministères marocains de la Santé et de l'Agriculture dans la ville de Marrakech, au nord du Royaume, du 27 au 29 septembre de cette année, vidéo qui a été relayée par des activistes sur les réseaux sociaux.

Lorsqu'un journaliste a demandé à Mezzour de bien vouloir s'exprimer en français, le ministre a répondu qu'il préférerait prendre la parole en arabe, en anglais ou en espagnol.

La position du ministre marocain intervient quelques jours après une campagne en ligne exigeant l'imposition de visas aux ressortissants Français, suite au durcissement par Paris des conditions d'octroi de visas aux citoyens du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie ; Outre un discours adressé par le président français Emmanuel Macron aux Marocains, qui a suscité un état de



controverse et de mécontentement au Maroc.

Le 28 septembre 2021, le gouvernement français a annoncé le durcissement des conditions d'octroi des visas aux ressortissants du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie, affirmant que *"les trois pays refusent de délivrer les autorisations consulaires nécessaires pour reconduire leurs ressortissants (immigrés en situation irrégulière) dans leurs pays."*

Le même jour, le ministre marocain des affaires étrangères,

Nasser Bourita, a dénoncé la décision de la France de durcir les conditions d'octroi des visas aux ressortissants de son pays, la qualifiant d'"injustifiée".

La décision de la France de durcir les conditions d'octroi des visas aux Marocains a fait naître une tension entre les deux pays, renforcée par le manque d'échanges de visites diplomatiques, le dernier déplacement de la ministre française des Affaires étrangères, Catherine Colonna à Rabat remontant à décembre 2022.

Après le tremblement de terre de magnitude 7 qui a frappé le Maroc le 8 septembre, Paris a proposé d'aider les autorités marocaines dans leurs efforts de secours et de sauvetage, mais Rabat n'a accepté l'aide que de quatre pays : La Grande-Bretagne, l'Espagne, le Qatar et les Emirats, ce qui a été compris comme le rejet du reste des offres, y compris celle de la France.

La position de Rabat sur l'aide française a suscité une grande controverse dans le pays européen, ce qui a incité le président Macron à publier un discours vidéo sur la plateforme "X" adressé aux Marocains.

Bien que Macron ait reconnu dans son discours que l'organisation de l'aide est une décision souveraine du roi Mohammed VI et du gouvernement marocain, son adresse directe au peuple marocain a déclenché une vague de mécontentement généralisée dans les milieux marocains, qui ont considéré ce discours comme une *"nostalgie de l'ère coloniale"*.

Rabat n'a pas nommé de nouvel ambassadeur à Paris depuis octobre dernier, en remplacement de l'ambassadeur Mohamed Benchaaboun, nommé par le roi du Maroc à la tête du Fonds Mohammed VI pour l'Investissement.

Agence Anadolu

TCHAD

Des infrastructures routières de N'Djamena en péril après les pluies

La ville de N'Djamena, souvent qualifiée de future « vitrine de l'Afrique », connaît actuellement des problèmes d'infrastructures routières qui remettent en question cette réputation.

En effet, les fortes pluies récentes ont laissé certaines avenues de la ville dans un état impraticable, à l'exemple de l'avenue du 10 octobre et de l'axe Dembé-Rond-point Gazelle. Cette dégradation de la voirie pourrait entraîner des problèmes imprévus de sécurité routière pour les usagers de cette route.

L'axe menant de Dembé au rond-point Gazelle est actuellement fortement dégradé, obligeant parfois les conducteurs à n'utiliser qu'une seule voie de circulation, pour éviter les parties de la route submergées par les eaux.

Cette situation dangereuse, qui oblige les automobilistes et les motocyclistes à emprunter une



seule voie, augmente considérablement le risque d'accidents, avec potentiellement des pertes en vies humaines, étant donné que la route est trop étroite pour permettre le passage de deux véhicules.

La dégradation de cette route est un grave problème pour la sécurité routière, avec des cassures, des nids-de-poule et des zones d'eau stagnante observées le long de

l'axe. De plus, les caniveaux sont obstrués par du sable et des déchets, exacerbant encore davantage la situation.

Les détériorations touchent une grande partie de cette voie, causant des désagréments considérables aux usagers. En cette période de fin de saison des pluies, de nombreuses artères principales, rues et ruelles de la ville de N'Djamena, se trou-

vent dans un état similaire de désolation.

Les eaux de pluies stagnantes rendent ces routes de plus en plus impraticables, ce qui constitue un sérieux problème pour les habitants du centre-ville de N'Djamena, ainsi que pour les usagers de ces voies.

Adoum Mbaidoua

Retour sur la conférence de presse de GS1 Cameroun



Le 26 septembre 2023, a eu lieu la conférence de presse tant attendue.

M. Fabris EKEU, CEO de GS1 Cameroun, s'est présenté devant la presse camerounaise pour résumer les activités de GS1 Cameroun depuis sa création, son histoire et surtout son objectif de promouvoir le "Made In Cameroon".

GS1 Cameroun a pu compter sur ses nombreux partenaires étatiques tels que la Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat

du Cameroun (CCIMA), Agence des Normes et de la Qualité (ANOR), le Ministère des PME (MINP-MEESA) ainsi que Le Bureau de Mise à Niveau (BMN) qui ont pu mettre en exergue l'importance de l'identifiant unique "617" pour répondre aux besoins de traçabilité et de vente efficace des produits Made in Cameroon sur le marché local et international.

Les associations telles que la FOCACO, par la voix de son président M. Ayissi ABENA, qui a exprimé haut et fort le soulagement des consommateurs de disposer enfin d'un identifiant visuel « 617 » leur permettant de reconnaître visuellement les

produits camerounais et d'obtenir des informations sur le producteur et produit.

Sur la même lancée ONG ANPIAT et ADS, par la voix respectivement de M. Mama AWAL et de

Mme Ruth NGONDA, ont témoigné de la contribution du code à barres '617' pour rendre les produits de leurs membres, plus fiables, plus visibles, plus compétitifs.



SINCE 1919

**BUBBLE
UP**

SOURCE
DU PAYS



**UNE VAGUE
DE FRAÎCHEUR!**
DEPUIS +DE 100 ANS